

Si l'ouvrage de Jacques Denantes suscite l'intérêt du lecteur à plus d'un titre, il suggère aussi des interrogations. Dans la troisième partie, cherchant à comprendre pourquoi un grand nombre d'universitaires se désintéressent de la formation continue à l'Université, l'auteur s'appuie sur un ensemble de discours sélectionnés de par leur caractère critique : ce sont effectivement les seuls textes exprimant une opinion tranchée. Ce choix vise, semble-t-il, à combler le vide que laissent ceux (la majorité) qui n'ont pas pris position : cela présuppose que le silence, ou le désintérêt, des universitaires pour la formation continue signifie *en fait* une critique de son introduction à l'Université. Opérer ce choix en justifiant qu'il y a *de fait* « rejet de la formation continue », n'est-ce pas précipiter le raisonnement ? Le silence ou le désintérêt d'une majorité des membres de la profession ne peuvent-ils avoir d'autres significations que critiques ? Par ailleurs, cette majorité est-elle si homogène : le désintérêt a-t-il le même sens pour tous ?

Ceci conduit à une deuxième remarque : la question de savoir qui défend ou s'oppose à l'introduction ou au développement de la formation continue dans les universités demande à être approfondie. En effet, on peut regretter que si des entretiens ont été réalisés, on n'ait pas articulé les différences de positions et de discours des individus à leur parcours socioprofessionnel. Le lecteur reste frustré de ne pas avoir plus d'éléments sur les trajectoires antérieures à l'entrée à l'Université, la discipline d'affectation, le rapport des universitaires à la formation initiale, etc., comme autres facteurs de compréhension de ces différences.

Pour finir, nous voudrions souligner une vertu du travail mené ici : de manière originale, l'auteur développe un thème important qui, jusqu'à maintenant, a trop peu fait l'objet de recherches universitaires, alors même que les enseignants-chercheurs se sont beaucoup penchés sur la formation des adultes en d'autres lieux. À la lecture de ce livre et de son travail historique sur la formation continue à l'Université, de nombreuses pistes de réflexion sont désormais ouvertes : reste à savoir si le milieu, et plus particulièrement les sciences humaines et sociales, s'en empareront !

Emmanuelle POTTIER

Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

GONNIN-BOLO Annette (2005). *Entreprises et écoles : une rencontre de professionnels*, Lyon : INRP, 107 p.

Publié dans la collection « Enseignants et chercheurs, synthèse et mise en débat », cet ouvrage fait le point sur les recherches contribuant à l'intelligibilité et à l'opération-

nalité des rapports entre les deux mondes que sont les entreprises et les écoles. La retranscription du débat sur l'ouvrage lui-même, présentée en posface, éclaire ces relations en y associant le troisième monde - la recherche en éducation et formation - et en faisant apparaître les mêmes questions d'articulation du langage, des valeurs, des identités, des missions... Conformément à la ligne éditoriale de cette collection, la synthèse présentée s'adresse aux praticiens. Il faut souligner à cet égard, l'attention portée par l'auteure à la structuration de cette synthèse selon deux grandes parties distinguant d'abord les questions plus strictement liées à la formation professionnelle (chapitres 2 à 5) puis aux questions plus ouvertes des relations travail-école-entreprise du point de vue des actions et de leurs conditions (chapitres 6 à 8). Le souci de clarification des contributions scientifiques est manifeste par la présentation d'une brève conclusion pour chacun des chapitres, mais surtout par des récapitulatifs très fréquentes de l'analyse des travaux, valorisées par les présentations en alinéas. Les notes de marge offrent également des repères pour différents parcours de lecture. La bibliographie met, de plus, à disposition, les références des travaux incontournables des vingt dernières années.

L'originalité de l'ouvrage figure dans le titre « une rencontre de professionnels » qui traduit la préoccupation centrale d'Annette Gonnin-Bolo dont les recherches sur cette thématique sont fortement ancrées sur les terrains, les acteurs et leurs pratiques. Comme elle le précise dans le premier chapitre, il ne s'agit pas de se situer sur le seul champ des institutions, mais de privilégier la façon dont vont se construire, dans la réalité et la diversité, les rencontres entre les acteurs. L'équilibre entre ces deux champs est particulièrement réussi dans l'ensemble de l'ouvrage en précisant les interactions entre ces deux mondes, entre contextes et actions et entre innovations locales et orientations nationales mais aussi en soulignant les tensions archaïques des multiples tentatives de ce mariage parfois désigné comme impossible mais dont le regard rétrospectif, par les recherches, révèle les changements réels et potentiels. Cet équilibre constitue le cœur du débat contemporain, de l'ordre de la politique éducative, suggéré par le texte et explicité en conclusion du chapitre 2 : les orientations de type *top-down* ou *bottom-up*, les perspectives « implementation » ou plus interactionnistes, l'équilibre entre l'unité et la diversité de l'action publique. Les rapports entre entreprises et écoles dont Annette Gonnin-Bolo souligne les tensions – exprimées en termes de juxtaposition ou d'intégration - dans leur conception et leur mise en œuvre, révèlent l'enchevêtrement actuel d'initiatives à différents niveaux, de réglementation et de régulation, d'espaces de négociation et d'impulsion des actions publiques.

L'ouvrage donne ainsi tous les éléments et toutes les références du débat et des enjeux des évolutions envisageables qui demeurent fondamentalement dépendantes des actions et des rencontres de tous les professionnels impliqués.

C'est dire que cet ouvrage complet constitue une référence pour tous les enseignants et les formateurs qui souhaitent mieux comprendre les évolutions contemporaines du système éducatif, de l'enseignement technologique et professionnel, leurs enjeux sociopolitiques et leur enracinement historique. Il constitue également une référence pour les chercheurs, en particulier les plus jeunes, qui disposent ainsi d'un point important sur les recherches menées et sur lesquelles les nouvelles problématiques peuvent prendre appui.

Joël LEBEAUME  
ENS Cachan

SELLENET Catherine (2006). *Les assistantes maternelles. De la garde à l'accueil éducatif*, Paris : L'Harmattan, 194 p.

Enseignante à l'université de Nantes, Catherine Sellenet a mené des recherches sur les familles et les enfants ; celles-ci l'amènent aujourd'hui à s'intéresser à nouveau aux assistantes maternelles après un premier ouvrage paru en 2003.

Si aujourd'hui, à partir de trois ans, la quasi-totalité des enfants est scolarisée, la question de l'accueil des plus jeunes est une préoccupation importante pour de nombreuses familles. La variété des solutions qui s'offrent aux parents n'est souvent qu'apparente lorsqu'on prend en compte le coût et l'offre des différents modes d'accueil : des disparités territoriales importantes existent et souvent le choix est plus réduit, faisant naître chez les parents des frustrations. À partir de ce constat, Catherine Sellenet va se consacrer aux assistantes maternelles dont le travail a connu une véritable métamorphose pour évoluer de la garde vers un accueil éducatif.

Peut-on véritablement assimiler leur activité à un métier : la garde des tout-petits semble davantage relever de l'instinct maternel et de plus elles l'exercent sans quitter leur domicile. Au travers de cet ouvrage, l'auteur va nous montrer tout d'abord que les assistantes maternelles n'ont pas échappé au mouvement de professionnalisation qui a touché le champ du travail éducatif. Elle nous décrit ensuite le contexte dans lequel s'exerce cette profession, où il est bien difficile de faire la part du privé et du professionnel. C'est dans la partie consacrée aux pratiques elles-mêmes, que se dessine véritablement une identité professionnelle et qu'apparaît la dimension éducative d'une simple tâche devenue un métier.

L'ouvrage commence par un rappel historique qui remonte à l'antiquité, où elles exerçaient leur activité chez les familles les plus aisées. Déjà, on se préoccupe des critères de choix, qui seront d'abord liés à la fonction nourricière. Puis le principe de confier son enfant se généralise aux femmes d'artisans. Très vite, les pouvoirs poli-